



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

20 juillet 2016

Les quotidiens du jour s'intéressent aux alliances politiques ainsi qu'à l'affaire de Soamahamania. Et pour cause, le conseil du gouvernement a décidé de mettre en stand-by l'exploitation minière en raison des contestations des habitants. Une médiation sera engagée par le Préfet de la Région Itasy pour tenter de désamorcer la situation. Les journalistes prévoient de se rendre sur place ce jour, pour couvrir l'événement et mener des investigations. En attendant, plusieurs journaux ont adopté le même format de couverture concernant l'analyse du Code de la communication.

Politique interne

OPPOSITION ET PRO-REGIME : GUERRE DE PLATEFORMES

La conjoncture politique actuelle met en exergue deux plateformes de partis politiques, avec d'un côté la plateforme « Mitsangana ry Malagasy » qui réclame la démission du Président Hery Rajaonarimampianina ; et de l'autre côté, la plateforme réunissant les partisans du Président qui défend l'alternance démocratique. Le premier regroupe des candidats aux présidentielles de 2013, autrement dit des politiciens qui ont dirigé la Transition et qui ambitionnent de revenir au pouvoir. Il en est ainsi de Hajo Andrianainarivelo, Sylvain Rabetsaroana, Rolland Rabearisoa dit Vahombey, Omer Beriziky, et du parti MAPAR d'Andry Rajoelina, qui constitue une entité non-négligeable au sein de cette plateforme de l'opposition. La seconde plateforme, pour sa part, est dirigée par le parti au pouvoir HVM et regroupe des candidats et des partis des candidats aux dernières élections présidentielles, à l'instar de Roland Ratsiraka et Pierrot Rajaonarivelo, ainsi que des parlementaires dissidents du MAPAR. Ces deux alliances ne regroupent pas tous les partis susceptibles d'avoir un rôle important sur l'échiquier politique. En effet, le parti TIM de Marc Ravalomanana n'a pas encore pris position, bien que le ministre du TIM, Roland Ravatomanga ait été présent aux côtés de la plateforme pro-régime. Des négociations sont en cours pour grossir les rangs de chaque plateforme. L'opération de séduction se fera auprès du parti Hiaraka Isika de Camille Vital, de l'ADN de Edgard Razafindravahy, du MONIMA de Monja Roindefo, de l'AVANA de Jean Louis Robinson et du PLD de Saraha Rabearisoa. (Midi Madagasikara, p.2)

- Dans les coulisses, des travaux de lobbying pour le financement de la campagne électorale de 2018 et pour le renforcement de la base politique sont déjà enclenchés, remarque **Madagascar-Laza (p.2)**. Un membre d'une formation politique « habituée » de la compétition électorale, a fait savoir qu'il faut au moins deux ans de préparation pour le jeu présidentiel. Il faut également un important moyen financier et une bonne base politique. En termes de financement, un prétendant sérieux à la Présidence de la République engagerait au moins 30 milliards d'Ariary pour sa campagne. Le Code électoral ne définit pas le plafond des dépenses de campagne d'un candidat à la présidentielle. En principe, chaque parti doit ouvrir un compte de campagne et désigner un mandataire financier, et les comptes doivent être vérifiables. Mais dans la pratique, cette procédure n'est pas respectée.
- De l'analyse faite par Rasolofondraosolo Zafimahaleo dit Dama, ancien parlementaire, nous sommes actuellement sous un régime présidentiel. Autrement dit, tous les pouvoirs sont entre les mains du Président de la République. Ainsi, tous les

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



partis politiques tentent de s'abriter derrière le Président ou derrière son parti politique, dans l'espoir d'obtenir des sièges au pouvoir. (Tia Tanindrazana, p.2)

CONJONCTURE SOCIO-POLITIQUE : LES FORCES ARMEES SUR LEUR GARDE

Une note du ministère de la Défense nationale a consigné tous les camps, casernes et postes militaires. Cette mesure exceptionnelle a été prise au vu de la conjoncture politico-sociale et sécuritaire au pays. Un officier Général contacté par L'Express de Madagascar (p. 3) a expliqué qu'il s'agit d'une simple mesure administrative inhérente aux rendez-vous internationaux prévus au pays, en l'occurrence l'Assemblée des parlementaires francophones, la Coupe Davis et les jeux de la Commission de la Jeunesse et des Sports de l'Océan Indien prévus à la fin du mois. En plus de la consignation des camps, un dispositif de sécurité particulier a été déployé. D'ailleurs, une information auprès des Services de renseignements fait état d'un « projet visant à provoquer un carnage dans l'objectif de compromettre la tenue du Sommet de la Francophonie ». L'attentat de Mahamasina le 26 juin dernier, a certainement laissé un goût amer aux responsables de la défense et de la sécurité. Si le pouvoir en place soupçonne ses adversaires politiques d'être derrière cet attentat, une des pistes retenues reste également l'existence d'une complicité d'éléments des forces de l'ordre, notamment militaire, dans la mesure où l'accès aux grenades offensives est strictement réservé aux militaires.

RECONCILIATION NATIONALE : LA POSITION DU FFKM

L'adoption du projet de loi sur la réconciliation nationale a été ajournée lors de la dernière session extraordinaire du Parlement. Un chef religieux qui a requis l'anonymat a expliqué que le Conseil des églises chrétiennes de Madagascar ou FFKM n'est pas au courant des tenants et aboutissants du projet de loi remis aux deux Chambres parlementaires. Le FFKM n'aurait pas eu connaissance des amendements apportés au projet de loi. A croire que comme les journalistes pour le Code de communication, les chefs d'église ont été écartés du processus d'élaboration du texte sur la réconciliation nationale. (Les Nouvelles, p. 4)

CODE DE LA COMMUNICATION : L'ETAT VEUT MAITRISER L'ANRCM

Le quotidien Midi Madagasikara (p. 5) continue de partager ses analyses du Code de la communication qui vient d'être adopté par le Parlement. L'attention a été centrée, aujourd'hui, sur l'emprise de l'Etat sur l'Autorité Nationale de Régulation de la Communication Médiatisée. L'article 52 du Code de la communication, relatif à la création de l'ANRCM prévoit une composition de 11 membres dont un représentant du ministère en charge de la Communication, un représentant du ministère des Télécommunications, un représentant du ministère des Finances et du Budget, un représentant du ministère de la Culture, un représentant de l'Autorité de régulation des télécommunications, un représentant du secteur des médias publics, trois représentants des organes de presse privés, un représentant de l'Ordre des journalistes, et un magistrat élu du Conseil suprême de la magistrature. Avec une telle représentation massive de l'Etat, l'objectif est d'avoir une mainmise sur cette entité pour pouvoir contrôler le monde des médias, et de sanctionner les médias gênants. (Midi Madagasikara p. 39 ; Les Nouvelles, p. 3)

- *Houssene Abdallah, Magistrat a indiqué qu'il y a des risques de disproportion entre les peines infligées et les éventuelles infractions commises. D'après ses dires, le*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



journaliste pourrait être dans l'incapacité de s'acquitter des amendes prévues par le Code de la communication. « Il faut d'abord connaître combien gagne un journaliste malgache afin d'éviter qu'il ne soit condamné pour résistance au recouvrement des amendes », a-t-il expliqué. Il a aussi souligné que le principe du droit pénal sur la nécessité des peines peut être remis en cause. (Madagascar-Laza p. 2)

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS : UNE CINQUANTAINE DE VOITURES REDUITES EN EPAVES

Une cinquantaine de voitures neuves, qui n'ont jamais été utilisées, ont été réduites en épaves sur le site de la Direction régionale des Travaux publics sise à Anjahana-Tsimbazaza. L'affaire remonte en 2008, lorsque des responsables ont profité de la période de crise pour démolir ces voitures, pour pouvoir ensuite les vendre en pièces détachées. Des particuliers ont déjà saisi le Bureau Indépendant Anti-Corruption par rapport à cette affaire, mais aucun responsable n'a été inquiété pour le moment. Depuis la semaine dernière, des habitants de Tsimbazaza assistent à des carcasses de véhicules transportées à bord de charrettes ou remorquées par des camions du ministère des Travaux publics. L'initiative de déplacer les carcasses de véhicules vient du nouveau Directeur régional nommé il y a deux mois, « afin d'éviter d'être considéré comme complice dans ce vol déguisé ». La question est maintenant de savoir pourquoi le BIANCO n'a pas ouvert une enquête sur cette affaire. (Midi Madagasikara p. 3)

Foyers de tension

SOAMAHAMANINA : LE GOUVERNEMENT MET EN STAND-BY LES ACTIVITES D'EXPLOITATION MINIERE

« Soamahamanina au bord de l'implosion », tel est le titre alarmiste figurant à la Une de L'Express de Madagascar. La situation est de plus en plus tendue dans la commune de Soamahamanina où a lieu une activité minière entreprise par la société chinoise Jiuxing. Une médiation entre les villageois partisans de l'exploitation aurifère et ceux qui se disent contre cette exploitation sera menée par le Préfet de région, ce jour, pour tenter de désamorcer la situation. Les villageois sont divisés, si bien que certains membres d'une même famille ne s'adressent plus la parole. Certains reçoivent même des menaces de mort, a expliqué le maire de la commune. A quelques kilomètres de l'entrée de ce village, des graffitis réclament le départ des Chinois, et les villageois apposent des écriteaux en carton, dénonçant l'exploitation, sur les murs des habitations pour exprimer leur « esprit patriotique ». D'ailleurs, les habitants qui ont accepté de louer mensuellement leur terrain à l'entreprise chinoise sont accusés de « traîtres » par certains habitants. Les ministres qui ont tenté d'apaiser la tension n'ont pas apporté la solution escomptée. Sur le site d'Andravolobe, l'exploitation a toujours continué, hier, contrairement à ce qui a été annoncé lundi dernier, par le ministre auprès de la Présidence en charge des Mines et du Pétrole, indiquant que la société a suspendu ses activités d'extraction de sa propre initiative. Pour calmer la situation, le gouvernement a décidé lors du conseil de gouvernement d'hier, de mettre en veille les exploitations à Soamahamanina. (p. 7) Un comité interministériel en charge de réexaminer le dossier et ses éventuels impacts social, environnemental, économique et culturel, a été mis en place. En attendant, « le gouvernement exhorte la population à ne céder à aucune forme de manipulation émanant de certaines personnalités de l'opposition qui cherchent à déstabiliser

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



le régime par tous les moyens ». **Midi Madagasikara (p. 3)** s'interroge sur cette brusque décision du gouvernement : est-ce due à la pression de la population ou à l'ampleur de la situation ? (**Madagascar-Laza, p. 3 ; Tia Tanindrazana, p. 3**)

- Les journalistes vont effectuer une descente à Soamahamanina, ce jour, pour constater de visu la réalité sur place. Cette descente a été décidée en guise de solidarité envers la population locale. (**Midi Madagasikara p. 3, La Vérité p. 3**)
- Aveu d'incompétence ou démarche voulue ?, telle est la question posée par **Les Nouvelles** par rapport à cette réaction gouvernementale « tardive », qui confirme une certaine incapacité de l'Exécutif à gérer les dossiers brûlants. Coïncidence ou pas, la démarche intervient au moment où des forces vives, à l'instar des journalistes du « Mouvement pour la liberté d'expression », pourraient prêter main forte aux contestations de la population locale et ce, à travers des investigations approfondies. Une cinquantaine de journalistes se rendront sur place. Cette décision a été prise suite au soutien affiché précédemment par les habitants de Soamahamanina aux journalistes, lors de la marche pacifique pour enterrer la liberté d'expression. Par conséquent, tous les événements seront retransmis sur la radio « Miara-manonja ». Le quotidien prend clairement position en faveur de la population, en indiquant que « contrairement à la perception du gouvernement, la population se dresse contre toute forme d'infantilisation, quand les dirigeants font la sourde oreille » (**p. 2**).
- « Comme son entêtement à appliquer coûte que coûte le Code de la communication, le régime HVM veut récidiver dans la réalisation forcée du projet d'exploitation de l'or à Soamahamanina, malgré la réprobation des habitants et du diocèse catholique d'Itasy ». Le journal **L'Observateur (p.3)** semble ici, s'impliquer directement dans le conflit en affichant son soutien à une des parties prenantes.

Economie et société

SECHERESSE : UN PLAN DE RELEVEMENT POUR LE GRAND SUD

Le Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement, organise depuis hier jusqu'à demain, à Ambovombe, un atelier en vue de l'élaboration d'un Plan de relèvement pour le Grand Sud. Des acteurs humanitaires et de développement représentant le gouvernement ; les agences du Système des Nations Unies, des ONGs, des représentants de la société civile, des bailleurs de fonds, la société civile et les médias participent à cet atelier. Le Grand Sud, où vit 1,8 million de personnes, est la zone la moins développée du pays. Elle est composée des régions Androy, Anosy et Atsimo-Andrefana. L'insuffisance des précipitations au cours de la campagne agricole 2014/2015 et le déficit prolongé des pluies à cause de El Nino, y ont déclenché une grave sécheresse, qui accroît la vulnérabilité de la population et le risque de conflit au niveau communautaire. Les résultats des évaluations conduites dans le Sud en février dernier, ont conclu que 1,14 million de personnes sont dans une situation d'insécurité alimentaire. (**L'Express de Madagascar p. 12 ; Les Nouvelles, p. 4**)

- Les actions qui s'inscrivent dans le cadre de ce plan de résilience doivent, d'une part, renforcer la capacité des institutions et des ménages locaux à faire face à la sécheresse afin de réduire leur dépendance externe, et d'autre part, à capitaliser les liens entre l'humanitaire et le développement. (**Midi Madagasikara p. 5**)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Format de couverture

L'Express de Madagascar (p. 12), Madagascar Matin (p. 4) et La Gazette de la Grande Île (p.4) diffusent un symbole montrant une main tendue tenant un stylo, avec le hashtag #JESUISLIBRE inscrit en bas de l'image. Ce symbole laisse entendre que le quotidien s'engage dans un mouvement destiné à promouvoir la liberté de la presse et à dénoncer les pratiques qu'il considère comme susceptibles de porter atteinte à cette liberté, faisant probablement allusion au Code de la communication.

Midi Madagasikara (p. 39), Madagascar Matin (p. 4), La Gazette de la Grande Île (p.6) et La Vérité (p. 2) reprennent la même analyse relative à la composition de l'ANRCM telle que prévue dans le Code de la communication. Ces quotidiens ont choisi de mettre l'article dans un encadré qui s'étale sur 3/4 de page.

Style et déontologie

La Gazette de la Grande Île profère des propos belliqueux en affichant à la Une de son édition du jour, le titre « Soamahamaina : Code minier de merde... »

Un peu d'humour



Midi Madagasikara, p. 39

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

